

## **ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

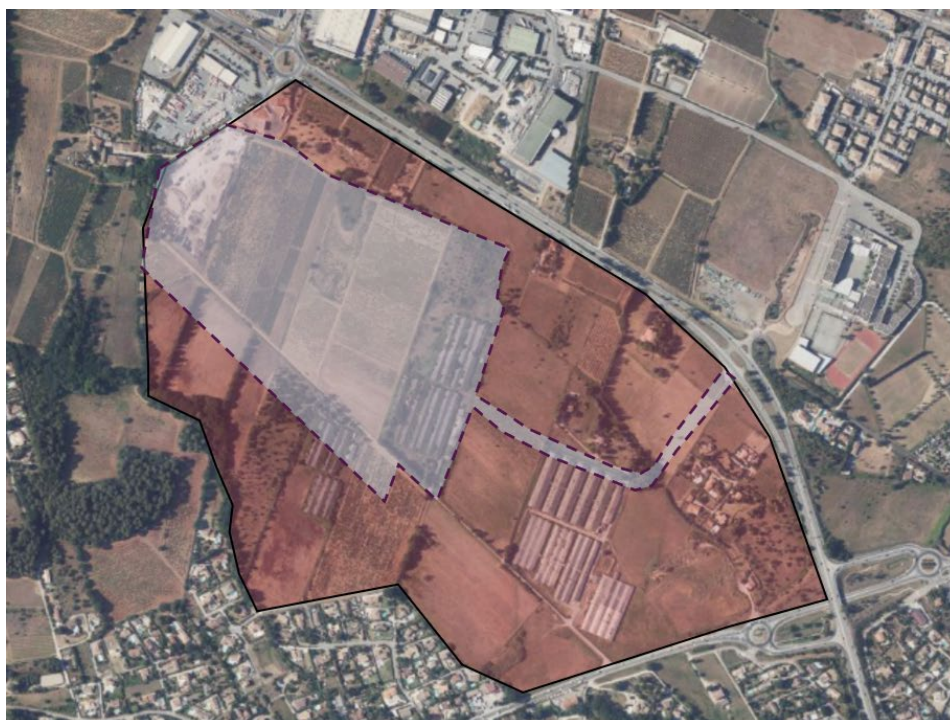
### **DIAGNOSTIC AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX SUR LE SITE DU FUTUR CENTRE PENITENTIAIRE DU MUY (83)**

<b><i>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)</i></b>
--

## Sommaire

1.	CONTEXTE ET OBJET DU PRESENT ACCORD-CADRE .....	3
.1.	Présentation du projet.....	3
.2.	Objet du marché .....	4
.3.	Visite de l'emprise.....	5
.4.	Documents mis à disposition du titulaire .....	5
2.	MISSION 1 : DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX .....	5
3.	MISSION 2 : DIAGNOSTIC PLOMB AVANT TRAVAUX .....	6
4.	MISSION 3 : CONTROLES VISUELS DURANT LES TRAVAUX .....	7
5.	MISSION 4 : PRELEVEMENTS AMIANTE COMPLEMENTAIRES .....	7
6.	MISSION 5 : PRELEVEMENTS PLOMB COMPLEMENTAIRES .....	8
7.	MISSION 6 : PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES.....	9





*Périmètre de DUP du projet de centre pénitentiaire du Muy*

## .2. Objet du marché

Lors des études préalables réalisées à ce stade de l'opération, la maîtrise d'ouvrage a pu identifier sur les terrains envisagés pour aménager le futur établissement pénitentiaire un certain nombre d'ouvrages à démolir et de matériaux à débarrasser.

Un premier quantitatif non exhaustif est indiqué ci-dessous et est à regarder avec les plans de repérage indiqués au niveau du dossier d'annexes techniques :

- Site de la S.A.S Pasini composés de (Zones 1 et 4) :
  - o 3 x bâtiments légers
  - o 1 x silo
  - o Une quantité évolutive de bennes de stockage
  - o Plusieurs ouvrages de soutènement (non quantifiés)
  - o Des tas de gravats et de matériaux (nature non identifiée ni quantifiés)
- Plusieurs bâtiments et ouvrages en friche (Zones 2 et 3) :
  - o 15 x serres
  - o 3 x bâtiments techniques
  - o 4 x bassins
  - o 4 x cuves aériennes
- Une décharge « sauvage » de déchets (Zone 5)

La maîtrise d'ouvrage estime à 28 000 m<sup>2</sup> l'emprise totale des bâtiments et ouvrages à démolir.

Le présent marché a pour objet un ensemble de prestations portant sur la réalisation de diagnostics amiante et plomb, en anticipation d'une première phase de travaux de dépollution et démolition des bâtiments existants, couplée à un débarrassage de déchets et de stockages de matériaux divers présents sur les terrains. Cette phase, prévue à courte échéance, permettra à la suite la réalisation d'investigations préalables à la construction du futur établissement.

Le présent marché confie au titulaire un accord-cadre de prestations intellectuelles au sens de l'article L. 2125-1 du Code de la Commande Publique.

Le titulaire du marché aura un rôle de conseil. Les diagnostics devront être accompagnés de mesures de prévention à mettre en place. La mission étant destinée à établir les différents diagnostics, états et dossiers réglementaires à destination du maître d'ouvrage.

L'APIJ n'étant pas encore propriétaire des terrains et ouvrages à investiguer dans le cadre du présent marché, la mission sera réalisée via une Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT), que la maîtrise d'ouvrage obtiendra de la part du préfet de région. Cette AOT permettra au Titulaire d'intervenir de manière autonome et en toute légalité sur les terrains pour mener à bien la mission qui lui est confiée. L'arrêté d'AOT pris par le préfet du Var sera fourni au Titulaire, et ce-dernier devra en détenir un exemplaire sur lui lors des interventions sur site.

### **.3. Visite de l'emprise**

Une visite optionnelle de l'emprise sera organisée durant la consultation selon les modalités indiquées à l'article 5 du règlement de consultation. L'entreprise titulaire du présent marché ne pourra en aucun cas arguer d'erreurs, de contradictions ou d'oublis au niveau du marché pour refuser de réaliser les travaux ou demander des indemnités ou des prix supplémentaires. Aucun supplément de prix ne sera accepté.

### **.4. Documents mis à disposition du titulaire**

- Relevés de géomètre du site (format .dwg)
- Plan de repérage des ouvrages et bâtiments dont la démolition est envisagée
- Plan de repérage des déchets ou zones de stockages de matériaux à évacuer
- Images du site

Ne disposant pas encore de la maîtrise foncière des terrains, la maîtrise d'ouvrage ne peut mettre à disposition du Titulaire les éléments suivants :

- Dossier Technique Amiante (DTA) éventuellement réalisés par les propriétaires actuels des ouvrages existants à diagnostiquer
- Plans détaillés des bâtiments et ouvrages à diagnostiquer

## **2. MISSION 1 : DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX**

La mission a pour objet la réalisation d'une recherche d'amiante avant travaux au sens du décret n° 2017-899 du 9 mai 2017.

Le titulaire doit obligatoirement posséder les qualifications et certifications nécessaires pour le repérage d'amiante en cours de validité pour cette activité (conformément à l'arrêté du 2 juillet 2018 en vigueur définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification). Il devra impérativement respecter la réglementation en vigueur.

En cas d'évolution réglementaire pendant la durée du marché public, le titulaire devra immédiatement informer le Maître d'Ouvrage et prendre en compte cette évolution.

L'objectif du diagnostic amiante avant travaux est d'obtenir un document conformément à l'article R.1334-27 du Code de la Santé Publique et à l'arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.



Le rapport devra faire état de l'ensemble des éléments obligatoires, au vu des réglementations et normes applicables, et plus particulièrement les éléments suivants :

- les informations générales relatives à la mission et au site concerné
- les conclusions du rapport
- les conditions de réalisation du repérage
- les fiches d'identification et de cotation des matériaux et produits ayant fait l'objet d'un prélèvement
- les plans détaillés et photos des locaux avec localisation des lieux de prélèvements et repérage des matériaux contenant de l'amiante. NB : Les plans devront transcrire de manière extrêmement claire et précise les résultats de l'ensemble des prélèvements et les limites de l'emprise de chaque matériau amianté. Des détails, des coupes et des façades devront être produits si les plans ne suffisent pas à la bonne compréhension du repérage.
- les grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante.
- les procès-verbaux des analyses précisant la présence ou l'absence d'amiante dans les échantillons prélevés.
- les consignes générales de sécurité à l'égard de ces matériaux et produits, notamment les procédures d'intervention, de gestion et d'élimination.

En cas de difficultés ou d'imprévu, ceux-ci seront consignés dans un pré-rapport et feront alors l'objet d'investigations complémentaires demandés par la maîtrise d'ouvrage afin de finaliser le rapport de repérage.

Le titulaire remettra son rapport relatif à la recherche d'amiante sur support informatique ; Le rapport est à remettre au pouvoir adjudicateur sous 4 semaines à compter de la première visite des bâtiments, qui aura lieu au maximum 2 semaines après la notification du bon de commande.

Les visites et prospections du site nécessaires sont incluses dans la mission.

Les équipements de protection de ses intervenants sont à la charge du titulaire.

### **3. MISSION 2 : DIAGNOSTIC PLOMB AVANT TRAVAUX**

La mission a pour objet la réalisation d'une recherche de plomb avant travaux au sens de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb ;

Le rapport devra faire état de l'ensemble des éléments obligatoires, au vu des réglementations et normes applicables, et plus particulièrement les éléments suivants :

- les résultats des examens, le récapitulatif des observations
- le recensement des points critiques au regard de la présence de plomb dans les peintures
- les plans détaillés et photos des locaux avec localisation des lieux de prélèvements et repérage des matériaux. NB : Les plans devront transcrire de manière extrêmement précise les résultats de l'ensemble des prélèvements et les limites de chaque matériau plombé.
- l'énumération des sources potentielles de contamination

- la description des mesures à prendre, des moyens à mettre en œuvre pour remédier à la présence de plomb avant travaux

En cas de difficultés ou d'imprévu, ceux-ci seront consignés dans un pré-rapport et feront alors l'objet d'investigations complémentaires demandés par la maîtrise d'ouvrage afin de finaliser le rapport de repérage.

Le titulaire remettra son rapport relatif à la recherche de plomb sur support informatique ; Le rapport est à remettre au pouvoir adjudicateur sous 4 semaines à compter de la première visite des bâtiments, qui aura lieu au maximum 2 semaines après la notification du bon de commande.

Les visites et prospections du site nécessaires sont incluses dans la mission.

Les équipements de protection de ses intervenants sont à la charge du titulaire.

#### **4. MISSION 3 : CONTROLES VISUELS DURANT LES TRAVAUX**

Durant le chantier, le pouvoir adjudicateur pourra solliciter le titulaire afin de réaliser des contrôles visuels de 1<sup>ère</sup> restitution (avant déconfinement) et 2<sup>nd</sup> restitution (après déconfinement).

La mission comprend :

- M3.1 un contrôle visuel de 1<sup>ère</sup> restitution et rédaction du rapport d'intervention ; y compris le déplacement sur place, jours ouvrés entre 7h et 18h;
- M3.2 un contrôle visuel de 2<sup>nd</sup> restitution et rédaction du rapport d'intervention ; y compris le déplacement sur place, jours ouvrés entre 7h et 18h;
- M3.3 un contrôle visuel complémentaire si absence de validation de l'étape et mise à jour du rapport ; y compris le déplacement sur place, jours ouvrés entre 7h et 18h;

Le titulaire remettra son rapport relatif au contrôle visuel sur support informatique ; Le rapport est à remettre au pouvoir adjudicateur sous 6 jours à compter de la visite, qui aura lieu au maximum 4 jours ouvrés après la notification du bon de commande.

Le titulaire, lors de ses interventions en zone confinée devra se soumettre aux modalités, consignes et obligations réglementaires en ce qui concerne les procédures d'entrée, de séjours et de sortie de la zone confinée. Les opérateurs du titulaire intervenant en zone confinée devront impérativement présenter aux entreprises de désamiantage un certificat d'aptitude médicale à jour précisant l'absence de contre-indication au port des équipements de protections individuelles.

Les équipements de protection de ses intervenants (équipements respiratoires, combinaisons jetables, sur-bottes, gants, etc.) sont à la charge de l'entreprise de désamiantage.

#### **5. MISSION 4 : PRELEVEMENTS AMIANTE COMPLEMENTAIRES**

Durant le chantier, le pouvoir adjudicateur pourra solliciter le titulaire afin de réaliser des prélèvements amiante complémentaires (MOLP et META) suite aux recommandations du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre. Le titulaire devra mettre à jour le rapport de la mission M1 suite aux nouveaux résultats si nécessaire.

La mission comprend :

- M4.1 un nombre de prélèvements MOLP (microscope optique à lumière polarisée) et analyse indiquée sur le bon de commande ;
- M4.2 un nombre de prélèvements META (microscope électronique à balayage analytique) et analyse indiquée sur le bon de commande ;
- M4.3 le déplacement sur place, en jours ouvrés entre 8h et 18h ;
- M4.4 la mise à jour du rapport pour moins de 10 prélèvements ;
- M4.5 la mise à jour du rapport pour plus de 10 prélèvements.

Le titulaire s'engage sous sa responsabilité à proposer le juste nombre de prélèvements META et MOLP nécessaires au diagnostic amiante et représentatifs de l'état des lieux pour chaque zone homogène.

Les prélèvements et analyses seront engagés par l'intermédiaire de bons de commandes spécifiques établis sur la base des prix unitaires fixés en annexe 2 de l'acte d'engagement.

Les échantillons prélevés seront alors transmis directement par le titulaire sous sa responsabilité au laboratoire d'analyse.

Le document original des résultats d'analyses sera annexé au rapport de repérage de la mission M1.

Dans tous les cas, le nombre de prélèvements qui seront effectivement réalisés ne doivent pas dépasser les quantités estimées et commandées par le bon de commande et le titulaire sera rémunéré en fonction du nombre de prélèvements réellement réalisés.

Le titulaire aura pour obligation de respecter les délais prévus pendant toute la durée des travaux en ce qui concerne : la mise en place des équipements de prélèvements (y compris en zone confinée) et la remise des résultats d'analyse.

Le titulaire s'engage à intervenir dans les 72 heures suivant la demande du pouvoir adjudicateur. Le rapport est à remettre au pouvoir adjudicateur sous 1 semaine à compter de la visite.

Le titulaire, lors de ses interventions en zone confinée devra se soumettre aux modalités, consignes et obligations réglementaires en ce qui concerne les procédures d'entrée, de séjours et de sortie de la zone confinée. Les opérateurs du titulaire intervenant en zone confinée devront impérativement présenter aux entreprises de désamiantage un certificat d'aptitude médicale à jour précisant l'absence de contre-indication au port des équipements de protections individuelles.

Les équipements de protection de ses intervenants (équipements respiratoires, combinaisons jetables, sur-bottes, gants, etc.) sont à la charge de l'entreprise de désamiantage.

## **6. MISSION 5 : PRELEVEMENTS PLOMB COMPLEMENTAIRES**

Durant le chantier, le pouvoir adjudicateur pourra solliciter le titulaire afin de réaliser des prélèvements plombs complémentaires suite aux recommandations du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre. Le titulaire devra mettre à jour le rapport de la mission M2 suite aux nouveaux résultats si nécessaire. Certains de ces prélèvements, dont l'objectif est d'identifier la présence de plomb dans les poussières, se feront au moyen de mesures « lingettes » en application de la norme Afnor NF X46-032.



La mission comprend :

- M5.1 un nombre de prélèvements et analyse indiquée sur le bon de commande ;
- M5.2 un nombre de mesures « lingettes » plomb et analyse indiquée sur le bon de commande ;
- M5.3 le déplacement sur place, en jours ouvrés entre 8h et 18h ;
- M5.4 la mise à jour du rapport pour moins de 10 prélèvements ;
- M5.5 la mise à jour du rapport pour plus de 10 prélèvements.

Le titulaire s'engage sous sa responsabilité à proposer le juste nombre de prélèvements et de mesures « lingettes » nécessaires au diagnostic plomb et représentatifs de l'état des lieux pour chaque zone homogène.

Les prélèvements et analyses seront engagés par l'intermédiaire de bons de commandes spécifiques établis sur la base des prix unitaires fixés en annexe 2 de l'acte d'engagement.

Les échantillons prélevés seront alors transmis directement par le titulaire sous sa responsabilité au laboratoire d'analyse.

Le document original des résultats d'analyses sera annexé au rapport de repérage de la mission M2.

Dans tous les cas, le nombre de prélèvements et de mesures « lingettes » qui seront effectivement réalisés ne doivent pas dépasser les quantités estimées et commandées par le bon de commande et le titulaire sera rémunéré en fonction du nombre de prélèvements et de mesures « lingettes » réellement réalisés.

Le titulaire aura pour obligation de respecter les délais prévus pendant toute la durée des travaux en ce qui concerne : la mise en place des équipements de prélèvements (y compris en zone confinée) et la remise des résultats d'analyse.

Le titulaire s'engage à intervenir dans les 72 heures suivant la demande du pouvoir adjudicateur. Le rapport est à remettre au pouvoir adjudicateur sous 1 semaine à compter de la visite.

Le titulaire, lors de ses interventions en zone confinée devra se soumettre aux modalités, consignes et obligations réglementaires en ce qui concerne les procédures d'entrée, de séjours et de sortie de la zone confinée. Les opérateurs du titulaire intervenant en zone confinée devront impérativement présenter aux entreprises de déplombage un certificat d'aptitude médicale à jour précisant l'absence de contre-indication au port des équipements de protections individuelles.

Les équipements de protection de ses intervenants (équipements respiratoires, combinaisons jetables, sur-bottes, gants, etc.) sont à la charge de l'entreprise de déplombage.

## **7. MISSION 6 : PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES**

Pour les prestations complémentaires non comprises dans les missions M1 à M5, prescrites par marchés subséquents, le pouvoir adjudicateur, lors de la survenance du besoin, adressera au titulaire de l'accord-cadre les caractéristiques et les modalités d'exécution de la mission à exécuter, non fixées dans l'accord-cadre, et lui demandera d'établir une offre opérationnelle et financière. Il s'agira principalement du traitement ponctuel de questions spécifiques en lien avec l'objet de l'accord-cadre. Les marchés subséquents sont traités à prix forfaitaires. La date limite de réception de cette offre sera précisée dans la demande.

L'offre du titulaire sera établie en appliquant soit les prix unitaires figurant dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement relative au bordereau des prix unitaires ; les durées d'intervention seront négociées entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur.

L'offre du titulaire devra être datée et signée. Cette proposition sera validée par le pouvoir adjudicateur donneur d'ordre, par la conclusion et la notification au titulaire du marché subséquent correspondant. Les marchés subséquents, préciseront notamment :

- La référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro du marché subséquent ;
- Les modalités et les délais d'exécution ;
- Les caractéristiques des prestations à réaliser ainsi que les quantités ;
- Le montant.

Le titulaire s'engage à adresser une offre à l'ensemble des marchés subséquents.

Cette obligation s'applique notamment dans le cas où l'APIJ lance plusieurs marchés subséquents aux mêmes dates. En cas d'absence de réponse ou de réponse irrégulière, inacceptable ou inappropriée, faisant suite à une invitation à remettre une offre, le pouvoir adjudicateur concerné se réservera le droit de conclure un marché portant sur la mission concernée hors du présent accord-cadre.